



FMES
Fondation Méditerranéenne
d'Études Stratégiques

LA TURQUIE ET LA GUERRE D'IRAN DE 2026

Par Jean Marcou

Professeur émérite à Sciences Po Grenoble –
UGA, chercheur au CERDAP2, chercheur
associé à la FMES, à l'EISMENA et à l'IFEA

Mars 2026

La Turquie et la guerre d'Iran de 2026

Jean Marcou, professeur émérite à Sciences Po Grenoble – UGA, chercheur au CERDAP2, chercheur associé à la FMES, à l'EISMENA et à l'IFEA

La Turquie a accueilli avec inquiétude le déclenchement de l'opération « Fureur épique », le 28 février 2026, par les États-Unis et Israël contre l'Iran. Ankara, qui entretient une relation ancienne et complexe avec Téhéran, redoute les répercussions que ce nouveau conflit pourrait avoir sur une économie encore fragile, sur une situation migratoire toujours marquée par l'héritage de la crise syrienne, ainsi que sur la question kurde qui fait l'objet d'un processus de règlement politique depuis octobre 2024. Dans ce contexte, les autorités turques entendent éviter toute implication directe dans cette guerre, tout en mettant en garde leur voisin iranien contre les représailles qu'il mène dans le Golfe et contre la tentation de prendre également la Turquie pour cible.

« Un projectile balistique, tiré depuis l'Iran et suivi lors de son survol de l'espace aérien irakien et syrien, avant de se diriger vers la Turquie, a été neutralisé par les éléments de défense aérienne et antimissile de l'OTAN déployés en Méditerranée orientale », a annoncé, le 4 mars 2026, le ministère turc de la Défense¹. L'engin a été vraisemblablement intercepté par un SM3 tiré par un navire de l'US Navy. Le même ministère a ajouté que des débris du missile d'interception étaient tombés dans la province turque du Hatay sans faire de victimes. Un responsable turc a déclaré à l'AFP que la cible de ce missile, qui aurait dévié de sa trajectoire, n'était pas la Turquie mais Chypre et ses bases britanniques, tandis qu'une source américaine expliquait à l'inverse qu'en l'occurrence, c'est la base d'Incirlik qui aurait été visée². Réagissant à l'incident Recep Tayyip Erdoğan s'est surtout félicité d'une issue favorable obtenue grâce à une étroite concertation entretenue avec l'OTAN³. L'ambassadeur d'Iran à Ankara a été convoqué, mais les autorités iraniennes ont affirmé qu'elles n'avaient pas pointé de missile vers la Turquie. Le lendemain toutefois, suite à l'annonce de la chute de deux drones iraniens sur un aéroport du Nakhitchevan, une enclave de l'Azerbaïdjan sur la frontière orientale de la Turquie, Ankara a durci le ton, réaffirmant son droit à répondre à toute action hostile, quelle que soit son origine⁴. Le 9 mars, suite

¹ Cf. la déclaration officielle du ministère turc de la Défense sur son site, le 4 mars 2026 : (<https://www.msb.gov.tr/SlaytHaber/24f69665aaca42f6b54feb1f66a0c093>)

² « US military source says Iranian missile targeted Turkey's Incirlik Air Base, intercepted by US Navy », *Turkish Minute*, March 4, 2026

³ « Ankara shows 'no negligence, hesitation' in defense of its borders : Erdoğan », *Hürriyet Daily News*, March 5, 2026

⁴ « Türkiye says reserves right to respond after missile interception, Iran denies role », *Hürriyet Daily News*, March 5, 2026

à la neutralisation d'un nouveau projectile iranien au-dessus du territoire turc, Recep Tayyip Erdoğan a haussé encore d'un cran les mises en garde adressées à son voisin, en regrettant qu'il persiste dans des actions « totalement erronées et provocatrices »⁵.

Les réactions à ces événements reflètent la complexité du positionnement turc dans la crise iranienne qui s'est ouverte depuis les premières frappes américano-israéliennes sur l'Iran, le 28 février 2026. De toute évidence, la Turquie ne souhaitait pas qu'une telle opération soit déclenchée contre son voisin, et il convient à cet égard d'examiner d'abord la teneur du discours officiel qui a accueilli cette nouvelle guerre (1), avant de le rétablir dans la perception tant diplomatique que populaire qui est celle de l'Iran dans ce pays. Il sera temps alors de mesurer les conséquences qui peuvent être celles d'un tel conflit sur tous les plans (3), y compris dans la dimension kurde (4) qui pourrait être la sienne.

1- L'opération « Fureur épique » accueillie avec inquiétude en Turquie

Recep Tayyip Erdoğan s'est dit d'emblée « profondément attristé et inquiet » de l'attaque lancée contre l'Iran par les États-Unis et Israël, derrière laquelle il a dit voir « une provocation de Benyamin Netanyahu ». Deux jours plus tard, il a affirmé que cette opération était « une violation flagrante du droit international », tout en affirmant compatir aux souffrances du peuple iranien⁶. Mais il a condamné parallèlement les frappes déclenchées par la République islamique contre ses voisins arabes, en particulier dans le Golfe. Qualifiant ces représailles « d'inacceptables », il appelé tous les acteurs internationaux à réagir, en particulier ceux du monde islamique⁷. Tandis qu'il multipliait les échanges téléphoniques dans ce dernier espace (Iran, Irak, Syrie, Arabie saoudite, Égypte, Qatar, Indonésie...), le ministre turc des Affaires étrangères, Hakan Fidan, a, pour sa part, appelé à la désescalade, en proposant la médiation de son pays⁸, suivant une posture devenue chronique, puisque la Turquie a suggéré à plusieurs reprises sa médiation dans le conflit ukrainien et qu'elle l'avait également évoquée dans sa première réaction à la crise ouverte par les événements du 7 octobre 2023.

Très soucieuse du sort de ses ressortissants dans les pays touchés par la crise, la Turquie s'est également rapidement employée à démentir les accusations selon lesquelles, en tant que membre de l'OTAN, elle soutiendrait activement les frappes américaines contre l'Iran, déclarant n'avoir autorisé aucune utilisation de son espace

⁵ « Erdoğan says Iran taking 'wrong, provocative' steps despite warnings », *Hürriyet Daily News*, March 9, 2026

⁶ « Turkey's Erdoğan says attacks on Iran are clear violation of international law », *Reuters*, March 2, 2026

⁷ « Erdoğan speaks with US, Iran leaders to warn against 'ring of fire' in the region », *Hürriyet Daily News*, March 1, 2026

⁸ « Türkiye calls on US, Israel, Iran to cease hostilities immediately », *Hürriyet Daily News*, March 1, 2026

aérien, de son territoire ou de ses bases pour des opérations militaires contre ce pays⁹. Ici encore, on retrouve une ligne assez traditionnelle de la diplomatie turque remontant à la période kémaliste, qui veut signifier que, sauf à y être engagé directement et de son propre gré, ce pays n'entend pas être impliqué de façon latente dans des crises internationales, particulièrement lorsqu'elles concernent ses voisins.

On se souvient qu'en 2003, le parlement turc avait refusé que les États-Unis n'ouvrent un deuxième front septentrional contre l'Irak de Saddam Hussein, en attaquant ce dernier à partir de son territoire. Dès lors, la base d'Incirlik a polarisé l'attention des observateurs, et trois journalistes qui filmaient alentour ont été arrêtés, le 28 février, avant d'être rapidement relâchés¹⁰. Lors de la guerre d'Irak en 2003, la base d'Incirlik n'avait pas pu être utilisée par les Américains comme base d'attaque et de combat. Toutefois, après la prise de contrôle de l'Irak par ceux-ci, elle était devenue le maillon-clef du pont aérien qu'ils avaient établi pour ravitailler ce pays et l'Afghanistan.

Ahmet Davutoğlu, l'ex-chef emblématique de la diplomatie turque (2009-2014), qui fut aussi premier ministre (2014-2016), et qui est désormais dans l'opposition, a conseillé au gouvernement turc, dès les premières heures des opérations, d'interdire l'usage territoire turc et de ses installations militaires pour toute attaque menée contre l'Iran, et de demander des consultations au titre de l'article 4 de l'OTAN afin d'obtenir des explications de Washington sur l'opération en cours¹¹. Il a aussi demandé la fermeture du radar de détection précoce de Kürecik, intégré au bouclier antimissile de l'OTAN. En 2011, l'installation de ce dispositif à longue portée (AN/TPY-2), dans le sud-est du pays, avait provoqué des remous entre la Turquie et l'Iran, ce dernier estimant qu'il était dirigé contre lui dans une logique de protection d'Israël¹². Comme il incombe à ce radar, qui n'a pas été fermé, de détecter les missiles balistiques lancés du Moyen-Orient pour permettre au commandement et aux batteries de missiles de défense aérienne (Patriot, SM3...) de l'OTAN de réagir, on peut penser qu'il est fortement actif à l'heure actuelle, notamment pour neutraliser des engins balistiques qui viendraient à être dirigés vers les pays de l'Alliance.

Quoi qu'il en soit le missile iranien abattu le 4 mars a amené l'OTAN à revoir son dispositif de défense¹³ et a conforté l'émotion suscitée à Chypre par de précédents tirs de missiles et de drones. Le 2 mars, la Grèce a envoyé deux frégates et quatre F-16 sur l'île d'Aphrodite, et le 9 mars, la Turquie a dépêché à son tour six F-16 en

⁹ « Turkey denies claims of use of its territory airspace for US, Israeli strikes on Iran », *Turkish Minute*, February 28, 2026

¹⁰ « 3 journalists released under judicial supervision after detention over Incirlik footage », *Turkish Minute*, March 2, 2026

¹¹ « Opposition leader urges Ankara to bar US use of Turkish soil in Iran strikes », *Turkish Minute*, February 28, 2026

¹² MARCOU Jean, « Relations Turquie-Iran : entre l'idéalisme du bon voisinage et la réalité des rapports de force », *OVIPO*, 31 mars 2012 (<https://ovipot.hypotheses.org/7156>)

¹³ « NATO raises 'missile defense posture' over Iran war », *Hürriyet Daily News*, March 6, 2026

RTCN¹⁴. Ankara s'inquiète des redéploiements militaires grecs provoqués par la crise. Ces derniers pourraient raviver la querelle du statut démilitarisé des îles de la mer Égée entre les deux alliés de l'OTAN. Le conflit en cours pourrait également relancer l'épineux problème de la candidature de Chypre à l'Alliance à laquelle Ankara s'est toujours opposée¹⁵.

Depuis le 28 février, la Turquie conjugue ainsi une stratégie qui combine trois fondamentaux de sa diplomatie : la prudence républicaine, qui dans la ligne de l'héritage kémaliste vise à sanctuariser le territoire turc et ses installations pour qu'ils ne soient pas directement exposés aux retombées d'un conflit mené par des puissances extérieures contre un voisin ; l'activisme diplomatique cher aux dirigeants de l'AKP, qui s'exprime par une densité d'échanges téléphoniques tous azimuts et des initiatives multiples (proposition de médiation, envoi de soutien aérien...) ; l'aptitude récurrente au grand écart, qui permet d'assumer des responsabilités de membre de l'OTAN sans s'engager vraiment dans une guerre dont on ne connaît pas l'issue¹⁶.

2- La perception turque complexe de l'Iran

Les Turcs connaissent bien l'Iran pour l'avoir côtoyé et combattu pendant plusieurs siècles à l'époque ottomane. Au début du 16^e siècle, l'Empire safavide fait du chiisme duodécimain son culte officiel (1501) pour donner une dimension religieuse à sa rivalité stratégique avec l'Empire ottoman, devenu pôle principal du sunnisme, à plus forte raison parce que peu après, à l'issue la conquête de l'Égypte, le sultan Sélim 1^{er} va devenir aussi calife (1517). Toutefois, pour caractériser les relations de ces deux voisins historiques, les diplomates et les experts utilisent souvent la formule ambiguë « ni amis, ni ennemis ». Il faut dire que ces deux puissances ne se sont pas affrontées militairement depuis le 17^e siècle et que leur frontière est réputée être l'une des plus anciennes au monde. Mais derrière cet apparent apaisement se cachent un antagonisme récurrent et une inconstance que, sans remonter à un passé lointain, on peut observer au cours des deux dernières décennies.

Au début de la décennie 2010, la Turquie avait surpris lorsqu'elle avait tenté avec le Brésil d'aider à la résolution du dossier nucléaire iranien, en organisant un échange d'uranium enrichi supervisé par l'AIEA. La déclaration tripartite de Téhéran reflétait alors les ambitions des diplomaties émergentes turque et brésilienne qui prétendaient apporter des solutions aux problèmes de la planète que les instances traditionnelles et les grandes puissances ne parvenaient pas à résoudre¹⁷. Mais en

¹⁴ « Türkiye deploys F-16s, air defense systems to Turkish Cyprus », *Hürriyet Daily News*, March 9, 2026

¹⁵ « Attaque contre l'Iran – L'adhésion à l'OTAN devient une priorité pour Chypre après une attaque de drone », *La Libre Belgique*, 6 mars 2026

¹⁶ Sur ces fondamentaux, cf. notre analyse in MARCOU Jean, « La politique étrangère de la Turquie : un équilibrisme de longue date », *Recherches internationales*, octobre-novembre-décembre 2023, p.115-136

¹⁷ « Accord entre l'Iran, le Brésil et la Turquie sur le nucléaire », *Le Monde*, 17 mai 2010

2015, alors même qu'il perçoit un renforcement de « l'archipel chiite »¹⁸ au Moyen-Orient (activisme des milices pro-iraniennes en Irak, présence du Hezbollah en Syrie, contrôle du Yémen par les Houthis...), Recep Tayyip Erdoğan décide d'apporter son soutien à l'opération « Tempête décisive », lancée par l'Arabie saoudite et les EAU, contre les Houthis, au Yémen¹⁹. Cette opération s'avère rapidement un échec stratégique et un désastre humanitaire. Tandis que les relations de la Turquie avec le monde arabe se dégradent (particulièrement avec l'Égypte et les EAU), un rapprochement avec l'Iran s'opère. La crise qui voit, en 2017, l'Arabie saoudite, les EAU et la plupart des monarchies du Golfe déclarer un embargo contre le Qatar, un allié traditionnel de la Turquie, amène Ankara et Téhéran à voler ensemble au secours du petit émirat, tandis qu'en Syrie, les deux voisins, en dépit de leur positionnement divergent, sont à la manœuvre avec la Russie pour essayer de résoudre la guerre civile, au sein du processus d'Astana. Par ailleurs, en septembre 2017, Turcs et Iraniens se retrouvent aussi pour s'opposer aux tentatives de déclaration d'indépendance du Kurdistan irakien, et l'affaire Khashoggi, un an plus tard, envenime un peu plus les relations turco-saoudiennes.

Pourtant, à partir de 2019-2020, l'antagonisme stratégique d'Ankara et Téhéran se remet structurellement à prévaloir, car un certain nombre de théâtres conflictuels deviennent des espaces de rivalité indirecte. L'Iran s'inquiète de la présence accrue de la Turquie dans la région. Dans le nord de la Syrie, l'armée turque s'est installée dans des zones tampons, créées par trois opérations militaires, et dans l'enclave d'Idlib, aux termes du processus d'Astana. Dans le nord de l'Irak, à partir de 2019, les bombardements et incursions turques contre le PKK se multiplient (opérations *Pençe*). Dans le Caucase, en 2020, Ankara aide l'Azerbaïdjan, également soutenu par Israël, à reconquérir le Haut-Karabakh. À la même époque, du fait du renforcement des sanctions américaines et d'une volonté de diversification de ses approvisionnements, la Turquie réduit ses importations de gaz et de pétrole iraniens ; ce qui entame l'un des axes principaux de la relation bilatérale. En outre, depuis l'effondrement du cours de sa monnaie en 2018, Ankara est entrée dans une crise économique durable. La nécessité d'enrayer celle-ci l'amène à renouer progressivement avec les monarchies du Golfe (EAU en 2021, Arabie saoudite en 2022, notamment) et leurs alliés (Égypte en 2023-24, en particulier). La chute de Bachar al-Assad, qui voit la Turquie remporter un important succès stratégique alors que l'Iran est littéralement chassé de Syrie, consacre à nouveau l'éloignement des deux pays.

Cette relation inconstante découle de la méfiance qu'inspire l'Iran à son voisin, qui se reflète dans la perception de la république islamique par l'opinion publique turque. Bien qu'une grande partie des Turcs se disent opposés à une guerre qu'ils considèrent comme un conflit déclenché par des puissances extérieures déstabilisatrices, une majorité d'entre eux se disent favorables à un changement de

¹⁸ L'expression est de Bernard Hourcade, qui la préfère à celle « d'arc chiite », cf. HOURCADE Bernard, « L'Iran se réinvente en puissance régionale », *Le Monde diplomatique*, février 2018, p. 6 & 7

¹⁹ BURDY Jean-Paul & MARCOU Jean, « La Turquie et le Yémen, une longue histoire conflictuelle (2) », *OVIPO*, 1^{er} avril 2015 (<https://ovipot.hypotheses.org/11069>)

régime en Iran²⁰. Dans une société politiquement très polarisée, ce dernier suscite une double crainte : celle des laïques qui dénoncent la violation des droits des femmes par le régime des mollahs, celle des conservateurs sunnites et des islamistes méfiants à l'égard d'une théocratie et d'une branche de l'islam qu'ils comprennent mal, voire qu'ils craignent. Une enquête, réalisée à la mi-février 2026 par l'Institut ASAL, demandant aux personnes consultées de désigner les pays amis et ennemis de la Turquie, montre que l'Iran est l'un des pays les plus redoutés par les Turcs (ennemi : 51,7% ; ami : 26,3%), presque autant que la Grèce (ennemi : 61,5% ; ami : 25,9%), plus que le traditionnel grand rival russe (ennemi : 46% ; ami : 38,5%) ou que la France (ennemi : 48,4% ; ami : 39,6%), mais moins, bien évidemment, que les États-Unis (ennemi : 74,6% ; ami : 18%) ou Israël (ennemi : 83% ; ami : 7,2%), les pays les plus appréciés étant l'Allemagne, l'Italie, la Chine, le Japon et bien sûr l'Azerbaïdjan (ennemi : 20,5% ; ami : 66%). Il est toutefois significatif de voir également que c'est l'Iran qui suscite le plus d'opinions indécises (22%)²¹.

3- La crainte des conséquences dommageables de la guerre pour la société turque

En tout état de cause, ce nouveau conflit régional tombe bien mal pour la Turquie. Alors que depuis une dizaine d'années, le miracle économique turc a montré ses limites, ébranlant l'un des piliers de la popularité de l'AKP, le gouvernement essaye laborieusement de renouer avec la prospérité, suite à l'avertissement qu'ont constituées pour lui les présidentielles de 2023. Après des années de politique monétaire erratique et d'interventions intempestives de l'État, la Banque centrale a porté son taux directeur à 50%, sans pour autant obtenir les résultats spectaculaires attendus. L'inflation a certes baissé se stabilisant à 31% depuis la fin de l'année 2025, mais la livre turque, qui a perdu 87% de sa valeur face au dollar depuis 2018, reste fragile. Le dynamisme de la croissance et les succès du commerce extérieur sont obérés par le coût énorme des importations énergétiques. Très exposée aux risques internationaux, la Turquie peine à attirer les investissements étrangers dont elle a besoin. La guerre en Ukraine a en outre fortement renchéri pour elle le prix du gaz et du pétrole, ainsi que celui des céréales. L'effondrement du pouvoir d'achat est devenu l'inquiétude majeure des Turcs qui, dans les enquêtes d'opinion, jugent sévèrement les résultats économiques du gouvernement²².

On mesure donc les effets que risque de produire le conflit en cours et ses possibles extensions vers la Méditerranée orientale sur une économie à peine convalescente et trop souvent victimes des grandes crises internationales depuis la fin du monde bipolaire (guerre du Golfe, guerre d'Irak, guerre civile syrienne, conflit ukrainien, réactivation périodique du conflit israélo-palestinien...). Les monarchies du

²⁰ « 58 percent of Turks support regime change in Iran », *Turkish Minute*, February 28, 2026

²¹ « Asal Araştırma'dan 'Türkiye'ye kim dost kim düşman ?' anketi : Sıralama dikkat çekti », *Cumhuriyet*, 04.06.2026

²² « Most Turks see economy as AKP's biggest failure: survey », *Turkish Minute*, October 28, 2025

Golfe, contraintes de fermer leur espace aérien et de geler l'activité d'un hub international comme l'aéroport de Dubaï, tandis que les touristes les délaissent, que les coûts logistiques de leurs transports explosent et que leurs revenus énergétiques sont menacés, offrent l'image d'un véritable cauchemar à la Turquie, qui ose à peine imaginer ce qui pourrait arriver à son méga-aéroport d'Istanbul, à sa dynamique touristique et à ses ambitions commerciales, si le conflit en cours venait à s'exporter du Golfe vers la Méditerranée orientale.

L'autre préoccupation majeure des responsables et de l'opinion publique turque est le risque d'une nouvelle crise migratoire. À peine remise de celle qu'avait engendrée la guerre civile syrienne et qui l'avait contrainte à accueillir près de 4 millions de personnes déplacées, Ankara regarde désormais vers sa frontière persane au rythme des crises internationales ou intérieures qui affectent l'Iran (retour des Talibans en Afghanistan, mouvement « Femme, Vie, Liberté », guerre des Douze jours, manifestations de 2025-2026 et le présent conflit américano-israélo-iranien).

La question migratoire n'a pas seulement des effets socio-économiques pour la Turquie, mais aussi des conséquences politiques et électorales importantes. Après la situation économique dégradée du pays, les problèmes migratoires sont le second sujet majeur de mécontentement des Turcs. Ils reprochent au gouvernement de l'AKP d'avoir trop facilement accueilli les Syriens pendant la guerre civile, et aujourd'hui de n'être pas en mesure d'obtenir leur retour. Lors de la présidentielle de 2023, la question migratoire a été l'un des thèmes de campagne du principal candidat d'opposition, Kemal Kılıçdaroğlu, qui a pour la première fois forcé Recep Tayyip Erdoğan à affronter un second tour pour être élu²³. Un troisième candidat, Sinan Oğan, avait par ailleurs obtenu plus de 5% des voix, en se concentrant presque exclusivement sur ce problème, notamment en évoquant le risque du « grand remplacement » des Turcs par les Syriens !²⁴

On comprend dès lors que la frontière turco-iranienne soit actuellement l'objet de toutes les attentions. Longue de plus de 500 km, elle est désormais pourvue d'un mur sur près de 400 km ainsi que de multiples dispositifs de surveillance (capteurs optiques et thermiques, radars, tours d'observation, drones, patrouilles militaires...)²⁵. En janvier 2026, au plus fort des dernières manifestations contre le régime des mollahs, les autorités turques ont élaboré des plans d'urgence (y compris l'établissement d'une zone tampon en Iran) pour faire face à une éventuelle crise migratoire, en cas d'intervention américaine et de chute du régime²⁶. Ces dispositifs

²³ « En Turquie, une fin de campagne amère avant le second tour de la présidentielle », *France 24*, 27 mai 2023

²⁴ BOURCIER Nicolas, « Sinan Oğan, le troisième homme surprise de l'élection en Turquie », *Le Monde*, 15 mai 2023

²⁵ KALEJI Vali, « The border wall between Turkey and Iran: Security at the cost of Environment ? *The Türkiye Analyst*, May 22, 2024

²⁶ SOYLU Ragıp, « Turkey plans a buffer zone if Iran government falls », *Middle East Eye*, 27 janvier 2026

demeurent plus que jamais d'actualité²⁷, même si depuis le début de l'attaque américano-israélienne, le ministère turc de l'Intérieur n'a pas relevé d'accroissement inhabituel des passages frontaliers²⁸.

4- Le risque redouté d'une relance iranienne de la question kurde

La révélation, le 4 mars 2026, par la presse internationale de contacts établis par l'administration Trump avec des milices kurdes iraniennes, en vue d'ouvrir un front intérieur contre la république islamique²⁹, a fait naître un nouveau sujet d'inquiétude à Ankara. En l'occurrence, l'objectif serait de faire entrer depuis le Kurdistan irakien des combattants auxquels serait accordé un appui conséquent (armement, conseil, frappes aériennes, renseignement...), afin de provoquer un soulèvement des provinces kurdes iraniennes et affaiblir le régime de Téhéran³⁰. L'Iran est, après la Turquie, le deuxième pays de peuplement kurde (10 millions), mais d'un point de vue tribal et linguistique (pratique du *sorani*), les Kurdes iraniens sont plus proches de leurs frères irakiens. Il se trouve qu'une semaine avant l'offensive américano-israélienne, le 22 février 2026, cinq organisations kurdes (PJAK, PDK-I, PAK, Komala, Khabat), hostiles au régime de Téhéran, se sont rencontrés pour former une coalition³¹. Or les Kurdes, qui vivent principalement sur quatre États (Turquie, Iran, Irak, Syrie), sont aussi connus pour le fractionnement récurrent de leurs organisations, même au sein de chacun de ces États³². En Iran, les organisations les plus influentes sont le PDK-I (favorable à l'autonomie, et lié au PDK irakien de la famille Barzani, et donc au gouvernement régional kurde -GRK- d'Irak du Nord) et le Komala (social-démocrate revendiquant une fédéralisation de l'Iran). Toutefois, sur le plan militaire, l'organisation qui paraît la plus structurée et aguerrie est le PJAK, qui est au demeurant la branche iranienne du PKK, même s'il ne le reconnaît pas ouvertement.

Il semble que le scénario imaginé n'incluait pas le PJAK, mais seulement les autres organisations (PDK-I, PAK, Komala, Khabat) de la coalition, qui sont officiellement établis dans la région kurde d'Irak du nord ; ce qui n'est pas le cas du PJAK et du reste du PKK dont la présence n'est que tolérée du fait de leur relation difficile avec le GRK. En outre, le PJAK est considéré comme une organisation terroriste par les États-Unis, et surtout par la Turquie, qui le verrait d'un très mauvais participer en Iran à un soulèvement propre à y favoriser la création d'une entité autonome kurde. Il est d'ailleurs significatif de voir qu'après la révélation du projet

²⁷ « Turkey plans to contain possible Iran exodus before it reaches border », *Turkish Minute*, March 5, 2026

²⁸ « İçişleri bakanı'ndan sınır kapıları açıklaması – Déclaration du ministre de l'Intérieur concernant les passages frontaliers », *Bir Gün*, 04.03.2026

²⁹ DEYOUNG Karen, SALIM Mustafa, NAKASHIMA Ellen & STROBEL Warren P., « Trump calls on Kurds to aid US effort in Iran, offers support », *The Washington Post*, March 5, 2026

³⁰ « US Plan to arm Iranian Kurds puts Erdoğan in impossible position », *Turkish Minute*, March 4, 2026

³¹ « Iran'daki Kurt güçler: hangi silahlı gruplar var, ne kadar güçlüler ? – Forces kurdes en Iran : quels sont les groupes armés existants et quelle est leur force ? » *Bir Gün*, 05.03.2026

³² Cf. BAKAWAN Adel & MARCOU Jean (dir.) « La question kurde dans tous ses états », *Orients Stratégiques*, N°12, Année 2022

américain, la Turquie a surtout réagi en faisant savoir qu'elle surveillait de près les activités du PJAK et en rappelant son attachement à l'intégrité territoriale de l'Iran³³.

Toutefois, même si elle devait ne pas inclure le PJAK, une telle offensive kurde transfrontalière serait sans doute très mal accueillie par la Turquie. Celle-ci est engagée en effet, depuis octobre 2024, dans un processus de résolution politique de la question kurde, qui a vu un abandon de la lutte armée par le PKK et le rendu d'un rapport parlementaire qui envisage entre autres de permettre le retour à la vie civile de ses combattants repentis. La Turquie a par ailleurs lié cette initiative au processus qui, en Syrie, a vu le démantèlement du Rojava et l'intégration des forces kurdes (YPG-YPJ-SDF) du PYD (la branche syrienne du PKK) au nouvel État d'Ahmed al-Charaa. On comprend donc que l'ouverture d'un nouveau front kurde en Iran, susceptible par un effet domino de réveiller des conflits qu'ils croyaient en cours d'extinction, serait pour les Turcs le pire des scénarios. Il risquerait aussi de raviver la confrontation qu'Ankara avait vécue avec les États-Unis, lorsque ces derniers soutenaient et armaient les Kurdes syriens. C'est ce qui explique peut-être que, le 7 mars 2026, Donald Trump ait annoncé qu'il renonçait à l'idée d'une offensive kurde en Iran pour ne pas ajouter à la complexité du conflit en cours³⁴.

Il faut dire que ce projet américain a été accueilli avec scepticisme par les Kurdes, qui ont souvent été instrumentalisés à leurs dépens par les États-Unis, au cours des crises internationales récentes. En dépit de ses relations étroites avec Washington et des frappes iraniennes sur Erbil, le GRK redoute que son territoire ne devienne un tremplin pour des attaques directes contre l'Iran ; ce qui l'exposerait à des représailles et au risque d'une déstabilisation incontrôlée de la région. Depuis le début du mois de mars 2026, les peshmergas ont bloqué des infiltrations de milices kurdes vers le Rojhilat (l'ouest de l'Iran pour les Kurdes), et le gouvernement fédéral de Bagdad a officiellement fait savoir que le territoire irakien ne devait pas être utilisé pour attaquer un État voisin. Le PJAK, pour sa part, s'est démarqué de la coalition du 22 février, en déclarant vouloir suivre une troisième voie « rejetant le régime des mollahs sans soutenir les forces d'agression »³⁵. Plus généralement, les Kurdes restent aussi sur le souvenir cuisant de leur double abandon par les États-Unis (début du retrait des forces spéciales américaines en 2019, disparition du Rojava en janvier 2026). Tout autant que l'hostilité que lui manifeste la Turquie, c'est l'intensité de ces doutes, voire de cette amertume qui obèrent le projet kurde américain sur la frontière irako-iranienne.

En guise de conclusion...

Depuis le 28 février, la Turquie a plusieurs fois exprimé sa satisfaction à l'égard du bon fonctionnement du système de défense aérienne de l'OTAN qui semble plus efficace

³³ « Turkey says it is monitoring Kurdish militant activities in Iran », *Turkish Minute*, March 5, 2026

³⁴ « Trump says doesn't want Kurds to launch offensive against Iran », *Hürriyet Daily News*, March 8, 2026

³⁵ « Iran'daki Kurt güçler: hangi silahlı gruplar var, ne kadar güçlüler ? – Forces kurdes en Iran : quels sont les groupes armés existants et quelle est leur force ? » *Bir Gün*, 05.03.2026

que celui qui avait prévalu au début de la guerre civile syrienne. Il est vrai que, sur le plan défensif, elle entend assumer ses obligations de membre de l'OTAN et participer à la protection de l'Alliance. Mais elle exclut toute implication offensive dans un conflit ouvert par les États-Unis et Israël, et redoute de possibles conséquences néfastes qui pourraient impliquer pour elle : un accroissement des tensions avec son voisin iranien, une modification des équilibres stratégiques en mer Égée et en Méditerranée orientale (notamment à Chypre) s'accompagnant de dissensions avec ses alliés occidentaux, une crise migratoire sur sa frontière orientale, l'ouverture d'un autre front kurde ainsi bien sûr que de nouveaux coups portés à une économie qui demeure fragile.





FMES

Fondation Méditerranéenne
d'Études Stratégiques

www.fmes-france.org

Institut FMES
Maison du numérique et l'innovation
Place Georges Pompidou
83000 Toulon



@institutfmes



@InstitutFMES



FMES France



Institut FMES



Boussole
stratégique



FMES